

# Revenus des ménages

En 1999, dans un contexte de neutralité d'ensemble de la politique budgétaire, le revenu disponible brut des ménages évoluerait comme les revenus d'activité. Après avoir bénéficié de la forte progression de l'emploi jusqu'en début d'année, il ralentirait un peu en cours d'année. Avec le redressement progressif de l'inflation, le pouvoir d'achat reviendrait au second semestre sur un rythme de progression de l'ordre de 2%. En moyenne annuelle, sa croissance (+2,7%) serait proche de celle atteinte en 1998.

## Ralentissement des revenus d'activité

La masse salariale reçue par les ménages, après une forte progression en 1998, devrait ralentir en 1999 (+3,3% en moyenne annuelle, après +3,9% en 1998) en phase avec le ralentissement des créations d'emploi.

Le secteur marchand devrait créer 200 000 emplois environ cette année, après plus de 300 000 en 1998. Les salaires nominaux augmenteraient au même

rythme que l'année précédente. Globalement, la croissance de la masse salariale dans le secteur privé atteindrait +3,5% en moyenne annuelle pour l'année 1999, après +4% en 1998. Elle serait légèrement supérieure à 3% en rythme annualisé en fin d'année.

Les revenus des non-salariés subiraient également le ralentissement de l'activité, en particulier au premier semestre 1999. La croissance de l'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles s'établirait ainsi à +2,6% en 1999, après +3,0% en 1998.

Par ailleurs, la masse salariale dans la fonction publique progresserait de +3,2% en 1999 après +3,7% en 1998. D'une part, les effectifs s'accroîtraient avec la création d'emplois-jeunes. D'autre part, l'indice de traitement brut de la fonction publique serait revalorisé à hauteur de +0,5% au 1<sup>er</sup> avril et +0,8% au 1<sup>er</sup> décembre 1999 (mesures générales).

Au total, les revenus d'activité progresseraient de +3,2% cette année, après +3,7% en 1998.

## REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

(évolution en %)

	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1997		1998		1999		1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
Salaires bruts (58%)	1,6	2,0	1,9	1,9	1,6	1,6	3,9	3,7	3,1	3,1	3,9	3,3
Prestations sociales en espèces (32%)	1,8	1,7	1,0	1,8	1,6	1,5	3,3	3,7	2,6	3,1	2,8	3,3
Excédent brut d'exploitation (25%)	1,0	1,8	1,7	1,6	1,7	1,9	3,3	3,3	3,5	2,4	3,5	3,5
Revenus de la propriété (12%)	1,9	2,4	2,8	3,3	2,0	1,5	4,8	6,4	3,0	3,0	5,7	4,4
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23%)	2,1	-1,4	1,7	7,2	0,3	2,3	2,4	9,5	1,1	2,4	4,6	4,9
dont : Cotisations des salariés (-10%)	-4,0	1,1	-21,5	1,6	2,9	1,6	-2,4	-19,4	3,6	-2,8	-20,4	4,5
Cotisations des non salariés (-2%)	-0,2	-1,9	-25,9	3,8	2,2	1,1	-4,3	-22,5	1,5	-0,1	-25,2	4,7
Impôts sur le revenu y compris CSG et CRDS (-11 %)	9,1	-3,6	29,9	10,8	-1,3	2,8	9,0	43,4	-0,2	8,4	34,5	5,2
<b>Revenu disponible brut (100 %)</b>	<b>1,6</b>	<b>2,8</b>	<b>1,8</b>	<b>0,8</b>	<b>2,0</b>	<b>1,5</b>	<b>4,3</b>	<b>2,7</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,6</b>	<b>3,2</b>
Prix de la consommation des ménages (comptes trimestriels)	0,8	0,7	0,3	0,1	0,4	0,5	1,4	0,4	0,7	1,4	0,8	0,5
Pouvoir d'achat du RDB	0,8	2,1	1,4	0,7	1,9	1,0	2,8	2,3	2,8	1,9	2,8	2,7

■ Prévision

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997.

## Le concept de revenu modifié

Le passage en nouvelle base a introduit différents changements de concepts. Notamment, deux revenus sont désormais distingués : le revenu disponible brut et le revenu disponible ajusté.

Cette distinction est assise sur la séparation des anciens "transferts sociaux" en prestations sociales en espèces d'une part et transferts sociaux en nature d'autre part.

Les transferts sociaux en nature sont définis par le SEC95 comme des "biens et services individuels fournis aux ménages au titre de transferts en nature des administrations publiques et des Institutions sans but lucratif au service des ménages". En particulier, ils contiennent les remboursements maladie et les services d'éducation pris en charge par l'administration.

La première notion de revenu, le revenu disponible brut, ne prend en compte que les prestations sociales en espèces. Les transferts sociaux en nature sont ensuite intégrés dans le revenu disponible ajusté.

En parallèle à ces deux définitions du revenu, existent deux notions de consommation : les dépenses de consommation des ménages sont à comparer au revenu disponible brut, et la consommation finale effective au revenu disponible ajusté.

Nous privilégions ici le revenu disponible brut. Ce revenu sera donc à comparer aux dépenses de consommation des ménages.

Par ailleurs, le passage du principe de la caisse à celui du droit constaté, dans la nouvelle base, conduit à comptabiliser les opérations au moment où elles donnent lieu à constatation d'un droit et non au moment des transferts de fonds. Sont concernés notamment les impôts et cotisations sociales. Cette modification explique en partie la révision à la baisse de l'évolution du revenu en 1998, par rapport à la précédente *Note de conjoncture*.

### Légère accélération des prestations sociales en espèces

En 1999, les prestations sociales en espèces devrait accélérer légèrement (+3,3%, après +2,8% en 1998).

Ce serait en partie due à la forte progression des prestations familiales en 1999, dont la croissance devrait atteindre +4,3%, après -0,4% l'année précédente. En effet, l'universalité des allocations familiales a été rétablie au 1<sup>er</sup> janvier 1999. Cette augmentation des versements est compensée par la

baisse du plafond du quotient familial, si bien qu'au total, l'effet de l'ensemble de ces mesures n'affecte pas le revenu des ménages.

Les prestations chômage devraient également accélérer en 1999. Cette évolution s'expliquerait d'une part, par la reconduction de l'ARPE (Allocation de Remplacement Pour l'Emploi) et, d'autre part, par le vieillissement de la population des chômeurs. En effet, malgré le recul du chômage, le nombre de chômeurs âgés, qui touchent des indemnités plus élevées, augmenterait en 1999.

## LES TRANSFERTS SOCIAUX REÇUS ET VERSÉS PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1997		1998		1999		1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.						
<b>Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>3,3</b>	<b>3,7</b>	<b>2,6</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>	<b>3,3</b>
Prestations de Sécurité Sociale (71 %)	2,8	1,8	1,1	1,6	1,8	1,4	5,3	3,1	2,8	4,3	2,8	3,4
<i>dont : Versés par le Régime général</i>	2,1	1,6	0,9	1,8	2,4	1,1	4,8	3,3	2,8	3,4	2,6	3,9
Prestations de régimes privés (6 %)	0,3	0,4	2,4	3,8	2,1	2,0	0,8	7,3	3,5	2,2	4,5	5,0
Prestations directes d'employeur (14 %)	-1,7	1,1	1,7	1,7	1,9	1,6	-2,6	4,4	3,1	-0,9	3,1	3,6
Prestations d'assistance sociale versées par les administrations (9%)	0,3	2,3	-1,4	2,5	-1,0	1,8	-0,7	5,3	-0,5	0,6	0,9	1,2
<b>Total des prélèvements sociaux</b>	<b>2,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>	<b>4,4</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>4,5</b>	<b>6,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,6</b>	<b>4,3</b>	<b>5,7</b>
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	-0,5	0,9	-7,3	1,8	2,5	1,5	1,1	-5,3	3,4	0,6	-6,0	4,2
<i>dont : Cotisations des employeurs <sup>(1)</sup> (59%)</i>	1,5	1,2	3,2	1,7	2,4	1,6	3,9	4,9	3,5	2,8	4,7	4,0
<i>Cotisations des salariés (34 %)</i>	-4,0	1,1	-21,5	1,6	2,9	1,6	-2,4	-19,4	3,6	-2,8	-20,4	4,5
<i>Cotisations des non salariés (8 %)</i>	-0,2	-1,9	-25,9	3,8	2,2	1,1	-4,3	-22,5	1,5	-0,1	-25,2	4,7

■ Préviation

NB : les données entre parenthèses donnent la part du poste dans le total en 1997.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Les prestations vieillesse devraient progresser au même rythme que l'année précédente. Les prestations en espèces versées par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), en majeure partie constituée des indemnités journalières, devraient ralentir en 1999.

Enfin, les "autres prestations sociales" <sup>(1)</sup> versées par les administrations publiques, sous l'hypothèse d'une majoration de l'allocation de rentrée scolaire en fin d'année, ne devraient pas connaître de changements par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, les prestations en nature versées par la CNAM (il s'agit pour une grande part des remboursements maladie)<sup>(2)</sup> devraient ralentir en 1999, compte tenu des objectifs fixés par la loi de financement de la Sécurité Sociale. En effet, l'objectif national des dépenses maladie a été fixé à +2,6% d'augmentation pour l'année 1999 par rapport aux objectifs initiaux de 1998. Cependant, les dépenses de soins de ville ont augmenté de +5,4% au premier trimestre 1999, par rapport au premier trimestre 1998, alors que le dérapage de l'an dernier avait déjà réduit la marge de manoeuvre pour cette année.

### Stabilité d'ensemble des prélèvements obligatoires

En 1999, outre la baisse du plafond du quotient familial, la loi de finances fixe une augmentation de l'impôt sur la fortune. Cependant, cette mesure aurait un impact marginal sur le revenu des ménages.

En ce qui concerne les cotisations sociales, les taux du régime général restent inchangés, seuls les régimes complémentaires (AGIRC-ARRCO), dans le cadre du plan de rétablissement de leurs comptes décidé en avril 1996, augmentent leurs taux de cotisation à la hauteur des années précédentes.

Globalement, considérant que la baisse du plafond du quotient familial est entièrement compensée par la suppression de la mise sous conditions de ressources des allocations familiales, le poids des prélèvements obligatoires serait stable.

### Des revenus financiers toujours dynamiques

Les revenus nets de la propriété et de l'entreprise ralentiraient en 1999, mais resteraient toujours très dynamiques (+4,4% après +5,7% en 1998). Ils sont, en grande partie, soutenus par les revenus distribués par les sociétés. Ces derniers, toujours en vive progression, subiraient cependant le ralentissement de l'activité et croîtraient d'environ +8,7% en 1999 après +14,3% en 1998. Les intérêts continueraient de diminuer légèrement. ■

(1) Revenu Minimum d'Insertion, pré-retraites État, aides à la scolarité, ...

(2) La croissance des prestations maladie en nature, comptabilisées en "transferts sociaux en nature", ne font pas partie du revenu disponible brut des ménages, mais uniquement du revenu disponible ajusté (cf. encadré).

## DE LA MASSE SALARIALE DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES À CELLE REÇUE PAR LES MÉNAGES

	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1997		1998		1999		1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
Entreprises non financières (SNF - EI) (67 %)	2,1	2,3	1,8	2,0	1,7	1,6	4,6	3,8	3,2	3,7	4,0	3,5
dont SMPT <sup>(1)</sup>	1,8	1,6	0,6	0,8	0,8	1,1	3,3	1,3	1,9	3,1	1,7	1,8
Sociétés financières (5 %)	1,7	0,2	2,1	2,2	1,5	1,6	1,6	4,8	2,9	2,3	3,3	3,4
Administrations publiques (25 %)	0,7	1,3	2,1	1,9	1,5	1,5	2,5	3,8	3,1	1,8	3,7	3,2
Ménages hors EI (2 %)	-0,9	2,7	3,1	2,8	1,5	0,9	2,3	5,9	2,2	1,4	5,9	3,3
<b>Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)</b>	<b>1,6</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,9</b>	<b>3,3</b>

■ Prévission

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997.

(1) Salaire moyen par tête.

# Consommation et épargne

En 1998, la progression des dépenses de consommation des ménages a atteint +3,6% en moyenne annuelle. Les ménages ont bénéficié d'un pouvoir d'achat du revenu disponible dynamique, notamment du fait des nombreuses créations d'emploi et de la baisse de l'inflation. Ils ont réduit leur effort d'épargne, face à la décline du taux de chômage. Au premier semestre de 1999, la progression des dépenses s'est infléchi alors que le pouvoir d'achat du revenu des ménages ralentissait. Cet infléchissement a été amplifié au premier trimestre par des facteurs exceptionnels. Par la suite, dans un contexte de baisse plus modérée du chômage, la croissance des dépenses rejoindrait un rythme annuel légèrement supérieur à 2,0%, en phase avec celui du pouvoir d'achat du revenu.

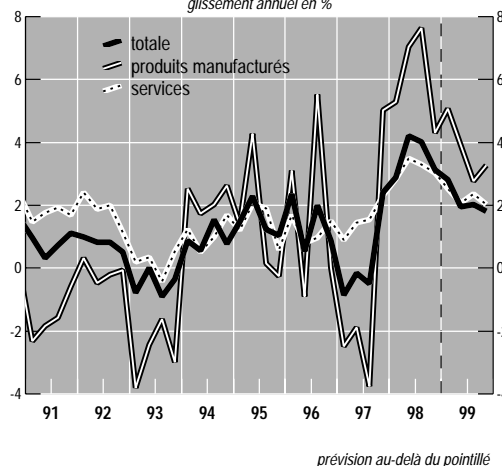
## Croissance exceptionnelle de la consommation en 1998

L'année 1998 a été marquée par la poursuite de la progression soutenue des dépenses de consommation des ménages initiée au second semestre de 1997. L'augmentation du pouvoir d'achat du revenu des ménages à un rythme nettement supérieur à sa tendance, fruit de la croissance de l'emploi et de la désinflation, y a puissamment contribué. Outre l'effet général de la désinflation sur le pouvoir d'achat, l'impact des baisses de prix a été notable dans des secteurs très porteurs comme l'ameublement, l'électronique et l'électroménager. Baisse du chômage et croissance du revenu ont suscité un environnement propice à une nette amélioration de la confiance des ménages et à un relâchement progressif de leur comportement de précaution : le taux d'épargne a baissé de plus d'un demi-point sur l'ensemble de l'année.

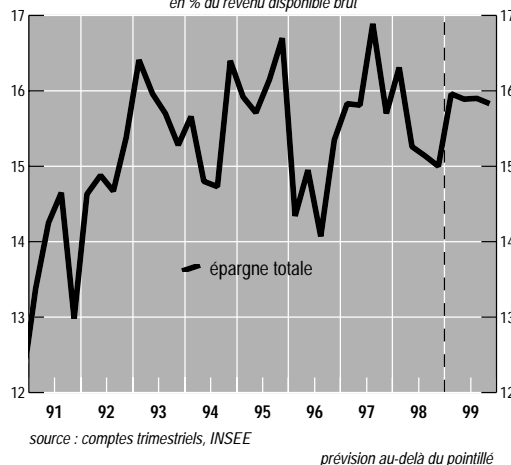
## Fléchissement temporaire au premier trimestre

Au premier trimestre de 1999, les dépenses de consommation des ménages augmentent de +0,2% après +0,7% au quatrième trimestre. Un certain nombre de facteurs d'ordre exceptionnel contribuent à cette faible progression : baisse des dépenses en tabac de 3,0% à la suite d'augmentations importantes de prix (+4,5%) ; repli des dépenses énergétiques (-1,2%), après une hausse de +3,2% au quatrième trimestre, dû à des conditions climatiques rigoureuses.

DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES  
aux prix de 1995  
glissement annuel en %



EPARGNE DES MENAGES  
en % du revenu disponible brut



Par ailleurs, les achats d'automobiles ont nettement ralenti depuis deux trimestres : +0,5% au quatrième trimestre de 1998 et +0,4% au premier trimestre de 1999.

Mais malgré ce tassement des achats d'automobiles, la consommation en produits manufacturés progresse vigoureusement (+1,5% environ). C'est notamment le cas dans le secteur de l'électronique où le lancement, dans la grande distribution, de mi-

cro-ordinateurs à prix très bas, combinés avec un abonnement à l'Internet, a entraîné une très nette augmentation des ventes.

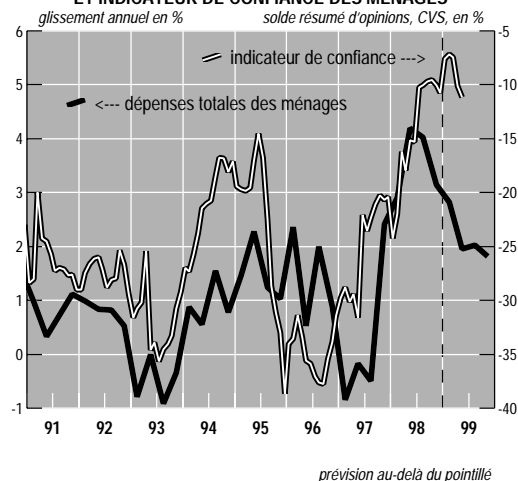
## Un rythme de progression soutenu par la suite, mais moindre qu'en 1998

Au delà du ralentissement exceptionnel observé en début d'année, la croissance des dépenses de consommation devrait s'infléchir en 1999. En effet, le ralentissement des créations d'emplois et, à partir du deuxième trimestre, la reprise modérée de l'inflation devraient peser sur l'évolution du revenu réel, qui retrouverait au second semestre un rythme annuel de l'ordre de 2%.

L'effet de ce ralentissement pourrait cependant être tempéré par un certain nombre de tendances de fond de la consommation. La progression de la consommation devrait continuer d'être soutenue par les dépenses dans les secteurs liés aux loisirs et au tourisme. La diffusion de l'équipement micro-informatique et téléphonique et des services liés à ces produits, en particulier les télécommunications mobiles, est un autre facteur du dynamisme de la consommation, même s'il convient d'en relativiser l'importance. Ces produits "innovants" représentent une part relativement faible de la consommation et ne rendent donc pas compte de toute l'ampleur de ses progressions passées. En 1998, par exemple, ils contribuent pour environ 0,4 point<sup>(1)</sup> à la progression de la consommation totale.

Par ailleurs, la confiance des ménages, en ce début d'année 1999, semble n'avoir été que modérément touchée par la dégradation de l'environnement économique international ou par les événements du Kosovo. Ainsi, le solde d'opinion relatif à l'opportunité d'acheter qui présente une corrélation importante avec l'évolution des dépenses des ménages continue-t-il d'afficher des niveaux historiquement élevés, alors que les opinions sur l'environnement économique général se sont légèrement repliées dès la fin du premier trimestre. Un

DEPENSES TOTALES DE CONSOMMATION DES MENAGES (prix de 1995)  
ET INDICATEUR DE CONFIANCE DES MENAGES



autre indice des anticipations favorables des ménages pourrait être l'évolution récente de l'endettement intérieur des ménages<sup>(2)</sup>. Celui-ci a progressé de façon soutenue depuis la fin de l'année 1996. Il a atteint, à la fin de l'année 1998, un rythme de progression légèrement inférieur à +4,0%, proche de celui du début des années 90, alors même que le taux d'inflation est quatre fois inférieur. Au premier trimestre de 1999, il a continué d'augmenter.

Au total, les dépenses de consommation des ménages ralentiraient en 1999 : elles augmenteraient de 2,1% en moyenne annuelle (après +3,6% en 1998). Après un infléchissement net au premier semestre (+1,7% en rythme annualisé après +3% au trimestre précédent), elles accéléreraient de nouveau (+2,2% en rythme annualisé au semestre suivant). ■

(1) Pour ce calcul, le terme de "produits innovants" recouvre essentiellement les micro-ordinateurs et périphériques, les téléphones et télécommunications mobiles, les abonnements Internet et les services de télévision par câble ou par satellite.

(2) Cet indicateur recouvre à la fois les crédits de trésorerie et les crédits à l'habitat. Il ne s'agit donc pas d'un indicateur pertinent pour juger du dynamisme de la consommation.

## DÉPENSES DE CONSOMMATION ET PRINCIPALES COMPOSANTES

	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1997		1998		1999		1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
<b>Dépenses totales de consommation des ménages</b> <sup>(1)</sup>	-0,5	1,5	2,0	1,5	0,8	1,0	2,4	3,1	1,8	0,2	3,6	2,1
dont :												
- Alimentation (19,4%)	0,2	1,1	0,6	0,8	-0,1	0,8	2,1	0,6	0,8	0,5	1,6	0,7
- Énergie (7,7%)	-1,7	0,4	1,9	1,5	0,5	0,8	-2,2	5,5	-0,1	-1,8	2,8	1,6
- Services (48,8%)	0,8	1,2	2,0	1,2	1,1	1,0	2,3	3,0	2,0	1,6	3,2	2,2
- Produits manufacturés (25,7%)	-2,3	2,9	3,2	2,7	1,8	1,2	5,0	4,3	3,3	-0,8	6,1	3,7
<b>Dépenses individualisables des administrations</b> <sup>(2)</sup>	0,7	1,2	1,5	0,7	1,0	0,9	2,5	2,1	1,9	1,5	2,5	1,8
<b>Consommation effective totale</b>	-0,3	1,4	1,9	1,4	0,9	1,0	2,4	2,9	1,8	0,5	3,3	2,1

■ Préviation

NB : Les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1997.

(1) Y compris solde territorial.

(2) APU + ISBLSM

### Passage au concept de dépense

Un des changements apportés par la nouvelle base des comptes nationaux (base 95) réside dans l'introduction de la notion de "dépense de consommation" des ménages. Celle-ci couvre un champ un peu plus étroit que la consommation des ménages telle qu'elle était définie en base 80 : elle ne comprend que ce qui est effectivement à la charge des ménages, après remboursement ou prise en charge par ailleurs d'une partie des dépenses par les administrations. La base 95 introduit également le concept de "consommation finale effective des ménages". Celle-ci recouvre l'ensemble des biens et services qu'ils utilisent effectivement (ou consomment) quelle que soit la manière dont ils sont financés.

Par rapport à la consommation totale telle qu'elle était définie en base 80, les dépenses de consommation des ménages excluent les remboursements de Sécurité Sociale, les aides au logement, et les indemnités de transport c'est-à-dire l'ensemble des transferts sociaux en nature. En revanche, la consommation effective des ménages couvre un champ plus large qu'en ancienne base, puisqu'elle intègre non seulement ces transferts, mais aussi l'ensemble des dépenses individualisables de la collectivité consacrées pour l'essentiel aux services hospitaliers, à l'éducation, à la culture et enfin à certains services de type administratif.

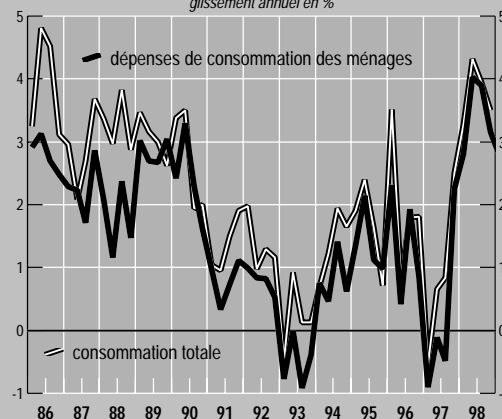
### Une année de base rajeunie

Les anciens comptes nationaux trimestriels étaient présentés aux prix constants de l'année 1980. Le passage à des prix constants de l'année 1995 améliore l'analyse des tendances des années récentes, puisque celles-ci respectent la structure budgétaire de la consommation actuelle.

Au-delà du changement de concept et de l'introduction des départements d'Outre-mer dans le territoire économique, le calcul de la consommation a également été enrichi de nouvelles méthodes d'évaluation pour certains produits, particulièrement dans le domaine alimentaire ou dans le logement. Notamment les enquêtes ménages (logement, budget famille) seront désormais régulièrement utilisées. Les améliorations et les modifications conceptuelles conduisent à une révision des niveaux de la consommation agrégée en valeur<sup>(1)</sup>. Si on isole un champ proche de celui de l'ancienne base, la révision en niveau de la consommation s'élève à 1,5% environ du montant total.

Cependant, l'ensemble des changements ne remettent que très peu en cause les évolutions en valeur sur la période 1985-1998 (les écarts d'évolutions atteignent en moyenne 0,2 point). Les différences

**CONSOMMATION TOTALE (BASE 80) ET  
DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES (BASE 95)**  
*glissement annuel en %*



des évolutions à prix constants 80 et 95 sont plus importantes (en base 95, les évolutions en volume à champ égal sont inférieures de l'ordre de 0,6 point par rapport aux évolutions de la base 80). Il s'agit là donc essentiellement d'un effet "prix". Le rajeunissement de l'année de base change la structure de pondération des prix à niveau fin et peut provoquer des écarts atteignant 0,5 point comme en 1998 (A champ comparable, les prix augmentaient de 0,3% en base 80, alors qu'ils augmentent de 0,8% en base 95). Ces écarts sont toujours dans le même sens et sont généralement à mettre au compte des produits électroniques (téléviseurs, magnétoscopes, micro-informatique) dont les fortes baisses de prix sont affectées de pondérations très divergentes entre les deux bases.

### Des dépenses en données CJO-CVS

Les données publiées sont désormais, comme l'ensemble des "Comptes nationaux trimestriels", non seulement corrigées des variations saisonnières mais aussi des jours ouvrables. Cette correction, obtenue par l'application d'une procédure économétrique, vise à rendre les évolutions des agrégats plus "lisibles". Elle élimine les fluctuations qui ne sont dues qu'aux modifications de la structure de jours ouvrables et donc non significatives du point de vue de l'analyse conjoncturelle. Il apparaît que l'évolution mensuelle des dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés, en produits alimentaires et même en certains postes des services, est particulièrement sensible au nombre de samedis non fériés. Sur les dépenses trimestrielles de consommation totale, les contributions des effets de jours ouvrables généralement comprises entre -0,3 et 0,3 point. Elles sont plus importantes pour le champ manufacturé (elles atteignent en moyenne 0,5 à 0,6 point et peuvent dépasser 1 point).

*(1) voir JP. Berthier : Les nouvelles évaluations de biens et services dans les comptes nationaux. Économie et Statistiques n°321-322 1999.*

# Investissement

*Dans des conditions de financement toujours favorables, la demande, passée et anticipée, explique la plus grande part des fluctuations récentes de l'investissement. Les différences d'évolution sont à rapprocher de la diversité des degrés d'exposition des entreprises à la crise internationale. Ainsi l'investissement a-t-il ralenti précocement et de manière marquée dans l'industrie, à la différence des services. Il repartirait à l'été dans un contexte d'amélioration nette des anticipations de demande. Au total, en moyenne annuelle, l'investissement des entreprises augmenterait de 4% cette année, après 7% l'année dernière.*

## L'investissement industriel en voie de rétablissement

Les entreprises industrielles, touchées par le ralentissement de l'activité depuis la mi-1998, limiteraient leurs dépenses d'investissement qui, après avoir augmenté de plus de 9% en 1998, ne progresseraient plus que de 4% environ en 1999 d'après l'enquête de conjoncture sur l'investissement d'avril dernier. Ce phénomène est particulièrement marqué dans le secteur des biens intermédiaires : en croissance de près de 10% en 1998, l'investissement serait stable cette

année. Confronté à la crise asiatique dès la fin de 1997 et au ralentissement de l'activité en Europe à partir de l'été 1998, les entreprises de ce secteur d'activité ont mis un frein à leurs projets d'investissement. D'après l'enquête mensuelle sur l'activité dans l'industrie, il semble toutefois que la situation dans les biens intermédiaires se soit stabilisée et que l'activité pourrait à nouveau s'améliorer au cours des prochains mois. Dans ce cas, l'investissement repartira lui aussi vraisemblablement en cours d'année.

Dans les secteurs des biens d'équipement professionnel et des biens de consommation, les prévisions d'investissement pour cette année, pessimistes lors de l'enquête de conjoncture sur l'investissement d'octobre 1998, se sont ensuite très sensiblement redressées. Dans les biens d'équipement professionnel, l'évolution prévue est passée de -2% à +9% en avril et, dans les biens de consommation, de +2% à +13%. Ce redressement est à rapprocher de l'amélioration des perspectives d'activité après le ralentissement de l'hiver dernier. Les derniers résultats de l'enquête mensuelle sur l'activité viennent corroborer ce constat : ils mettent en évidence une progression sensible de l'opinion des entreprises sur l'activité prévue dans ces deux secteurs d'activité, tout comme dans les biens intermédiaires.

## INVESTISSEMENT PRODUCTIF DES SNFEI

(aux prix de 1995, évolutions en %)

	Moyennes semestrielles						moyennes annuelles		
	1997		1998		1999		1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.			
<b>Par secteur d'activité</b>									
Agriculture (8,0%)	///	///	///	///	///	///	10,7	0,2	0,0
Industrie (35,0%)	///	///	///	///	///	///	2,0	9,3	4,0
<i>dont industrie manufacturière</i>	///	///	///	///	///	///	1,6	8,8	3,0
Construction (2,0%)	///	///	///	///	///	///	-7,2	6,7	7,0
Tertiaire (55,0%)	///	///	///	///	///	///	1,2	6,5	4,7
<b>Ensemble des SNFEI</b>	<b>0,0</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>3,0</b>	<b>2,1</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>6,5</b>	<b>4,1</b>
<b>Par produit</b>									
Produits manufacturés	1,0	5,7	4,4	4,2	2,2	0,2	3,9	9,1	4,0
BGCA	-2,5	-2,4	0,2	1,8	2,0	2,3	-5,8	-0,1	4,2

■ Préviation

Source : Comptes nationaux annuels et trimestriels.

Quant à l'automobile, les prévisions d'investissement restent toujours très bien orientées malgré le ralentissement observé en début d'année. Les carnets de commandes restent à un niveau élevé. De plus, après une année exceptionnelle en termes de ventes, l'industrie automobile semble s'être engagée dans un programme d'investissement de long terme peu sensible aux fluctuations conjoncturelles de l'activité.

### Fermeté dans le tertiaire

Plus tourné vers le marché intérieur que l'industrie, le tertiaire a moins été touché par les aléas extérieurs qui sont à l'origine du ralentissement de l'activité à la fin de l'année dernière. Par la suite, bien qu'en léger repli, la progression de l'investissement devrait rester soutenue (de l'ordre de +5% après +6,5% en 1998). Dans le secteur des transports, la tendance bien orientée des immatriculations de poids lourds neufs et les livraisons d'aéronefs observées en début d'année témoignent de la vigueur de l'investissement. Avec une reprise du transport de marchandises accompagnant celle de l'activité en général, cette vigueur pourrait se poursuivre. Dans le secteur du commerce, les mises en chantier se sont tassées en début d'année. Ce tassement pourrait être transitoire car les permis de construire de bâtiments commerciaux sont bien orientés. Enfin, dans le secteur des services, l'enquête de conjoncture trimestrielle met en évidence un ralentissement de l'activité depuis la mi-1998. Ce ralentissement tient principalement aux services aux entreprises qui sont fortement liés à l'industrie et ont de ce fait pâti du retournement de la conjoncture industrielle. La situation de l'industrie semblant s'améliorer, le taux de croissance de l'activité des services aux entreprises augmenterait de nouveau, comme le prévoient les perspectives des entrepreneurs interrogés à la dernière enquête de conjoncture. L'investissement emboîterait le pas.

### Redressement de l'investissement en produits manufacturés

Comme l'indique l'opinion des grossistes en biens d'équipement, l'investissement des entreprises en produits manufacturés a sensiblement ralenti depuis l'été 1998 : son glissement semestriel annualisé est passé de près de 6% au second semestre de 1998 à moins de 2% au premier semestre de cette année. Il accélérerait de nouveau au second semestre pour atteindre un rythme annuel de 3,5% environ. Malgré un profil trimestriel particulièrement heurté en début d'année, l'évolution de l'investissement des entreprises en produits manufacturés suivrait ainsi celle de l'activité marquée par un redressement progressif au cours de cette année.

### L'investissement en BGCA toujours dynamique

Après avoir fortement accéléré au second semestre de l'année dernière, l'investissement des entreprises en bâtiment et travaux publics ralentirait légèrement au début de cette année pour atteindre un rythme annuel encore très soutenu de 4%. En effet, malgré le ralentissement de l'activité des entreprises observé depuis l'été dernier, l'augmentation sensible des mises en chantier de bâtiments industriels ne semble toujours pas connaître d'inflexion significative, contrairement aux bâtiments commerciaux. Les mises en chantier de bâtiments agricoles ont marqué le pas à l'hiver dernier. Enfin, plus largement, les derniers résultats des enquêtes de conjoncture mettent clairement en évidence une activité encore soutenue dans le bâtiment. C'est aussi le cas dans les travaux publics malgré un ralentissement au premier trimestre lié aux intempéries du début de l'année. ■

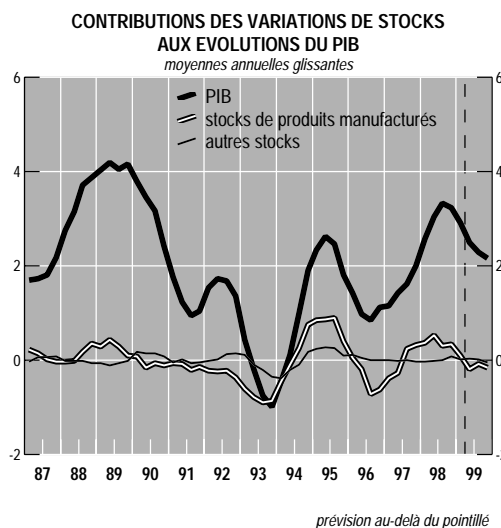


# Stocks

En phase avec le ralentissement industriel, les variations de stocks ont pesé sur la croissance du PIB pour près de -0,4 point au second semestre de 1998. Ce mouvement de déstockage se poursuit au début de 1999. Il pourrait toutefois s'inverser en cours d'année : au premier semestre, les stocks pèseraient pour -0,1 point sur la croissance tandis qu'ils contribueraient pour +0,2 au second. Ce mouvement serait particulièrement sensible pour les biens manufacturés. Cette inflexion serait principalement due à l'amélioration des anticipations d'activité et de prix des entreprises.

## Soutien progressif à la croissance industrielle

A la suite du ralentissement de l'activité industrielle observé depuis l'été 1998, le mouvement de déstockage de produits manufacturés amorcé à l'automne de l'année dernière s'est poursuivi au début de 1999. Le comportement des entreprises a principalement été affecté par l'atonie de la demande et la dégradation des prix. Ainsi, la mauvaise orientation de l'activité industrielle en Europe, qui a directement affecté les exportations françaises, a pesé sur les anticipations des chefs d'entreprise, comme en témoigne la dégradation de l'opinion des industriels sur leurs carnets de commandes. Dans le même temps, le contexte de prix est resté peu favorable au stockage. La forte détérioration des anticipations de prix du second semestre de 1998 s'est encore accentuée au début de 1999, incitant à renforcer le mouvement de déstockage. Dans ce contexte, les entreprises considèrent que leurs



stocks s'alourdissent un peu, et, de ce fait, ont souhaité se débarrasser d'une partie des stocks constitués au moment où la conjoncture était plus favorable.

Le redressement progressif de l'activité à partir du deuxième trimestre de 1999 dans l'ensemble de la zone euro devrait conduire les entreprises françaises à adopter un comportement de stockage plus porteur. L'amélioration des anticipations d'activité, déjà perceptible dans les dernières enquêtes de conjoncture, et l'arrêt de la dégradation des prix devraient soutenir un retour rapide au stockage de produits manufacturés. Il resterait toutefois modéré, le mouvement de déstockage ayant lui-même été relativement limité dans la phase de ralentissement de ces derniers mois.

## STOCKS DE PRODUITS MANUFACTURÉS

1995	1996	1997	1998	1999		1997		1998		1999	
						1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.
9,9	-38,8	-14,1	12,4	-0,3	Variations de stocks en Mds de F 1995	-9,3	-4,7	15,5	-3,1	-2,3	-2,0
1,0	-1,5	0,8	0,8	-0,3	Contribution des variations de stocks à l'évolution de la production manufacturière (en points)	0,8	0,3	1,1	-1,0	0,0	0,2

■ Prévision

Comme en France, la croissance dans le reste de la zone euro devrait également être soutenue par le comportement de stockage des entreprises à partir du milieu de 1999. En Belgique, les variations de stocks seraient favorables dès le milieu de l'année, les anticipations des industriels y étant mieux orientées depuis plusieurs mois déjà. En Allemagne et aux Pays-Bas, en revanche, elles pourraient être défavorables plus longtemps, comme le suggère l'opinion des industriels sur leurs stocks de produits manufacturés. Les variations de stocks continueraient à soutenir, en 1999, la croissance espagnole.

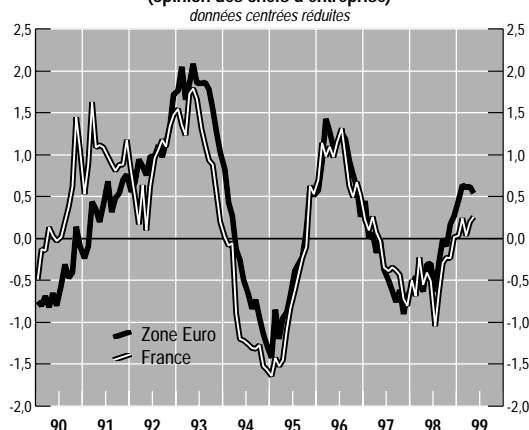
### Restockage progressif de biens intermédiaires

Les variations de stocks de biens intermédiaires ont pesé sur la production de cette branche dès le deuxième trimestre de 1998. Les entreprises anticipaient alors un ralentissement de la demande, comme en témoigne la dégradation de l'opinion sur les carnets de commandes des enquêtes de conjoncture à cette date. Par ailleurs, les perspectives de prix étaient particulièrement dégradées. En conséquence, jugeant leurs stocks de plus en plus lourds, elles les ont réduits rapidement. Aujourd'hui, les facteurs favorables au renversement de cette tendance semblent réunis : les anticipations de demande et de prix des chefs d'entreprise se redressent, en liaison notamment avec la reprise progressive des échanges interindustriels en Europe. De ce fait, les entreprises pourraient reconstituer leurs stocks au second semestre de 1999.

En 1998, l'activité dans la branche de la construction automobile a été particulièrement dynamique. Elle a notamment bénéficié d'une forte progression de la demande des entreprises et des ménages. Ainsi, les immatriculations de poids lourds et de véhicules particuliers ont progressé l'année dernière respectivement de 19% et 13%. Dans ce contexte de demande très favorable, et par-delà leur profil heurté, les stocks de véhicules ont sensiblement contribué à la croissance de la production (pour près de 0,8 point). Au premier trimestre de 1999, en phase avec l'infléchissement de la demande, la production a ralenti, et les industriels ont cherché à réduire leurs stocks constitués l'an dernier. L'activité dans cette branche, après le ralentissement du premier semestre, devrait repartir au second. Les stocks pèseraient cependant un peu sur la croissance de cette branche en 1999, les industriels n'anticipant plus une demande aussi dynamique que l'an dernier.

En 1998, l'activité dans la branche des biens d'équipement professionnel a été assez dynamique, et en décembre les chefs d'entreprise restaient encore re-

NIVEAU DES STOCKS EN PRODUITS MANUFACTURÉS  
(opinion des chefs d'entreprise)



lativement optimistes sur leur production. Le ralentissement prononcé de la demande dans cette branche, en liaison avec la très nette dégradation de l'environnement international, pourrait expliquer le stockage involontaire observé au premier trimestre. Ce stockage involontaire serait alors suivi, au deuxième trimestre, d'une correction à la baisse des variations de stocks. Par la suite, le redressement de l'investissement et de la demande en provenance du reste de la zone euro devraient conduire les entreprises à reconstituer leurs stocks de produits finis.

### Poursuite du stockage de logements neufs

L'activité dans la construction de logements s'est montrée très dynamique au début de 1999. La demande de logements neufs, collectifs et individuels, a été très bien orientée. Les ventes d'appartements ont ainsi progressé de 17% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent. Elle devrait conserver sa vigueur dans les prochains mois comme le suggère l'amélioration constante depuis plus d'un an de l'opinion des promoteurs privés sur la demande de logements neufs. D'autre part, l'offre de logements est toujours aussi dynamique. Elle bénéficie d'un redressement progressif des prix et de l'anticipation de la fin de la mesure Périssol. Dans ce contexte favorable, la nette progression des stocks de logements au premier trimestre, qui intervient après leur stabilisation à un niveau très bas en 1998, n'a cependant pas été suffisante pour faire augmenter de nouveau les délais d'écoulement (ils sont maintenant de l'ordre de 6 mois). En conséquence, en 1999, les promoteurs devraient continuer à accroître sensiblement leurs stocks de logements. ■

# Production

*L'activité a nettement ralenti à l'hiver dans l'industrie, dans un contexte de repli des exportations et de demande des entreprises déprimée. Les stocks ont pesé sur la croissance tandis que l'investissement productif des entreprises, au-delà de facteurs exceptionnels, ralentissait. Les services, le commerce de gros et les transports en ont pâti au début de 1999. En revanche, la reprise s'est poursuivie dans la construction.*

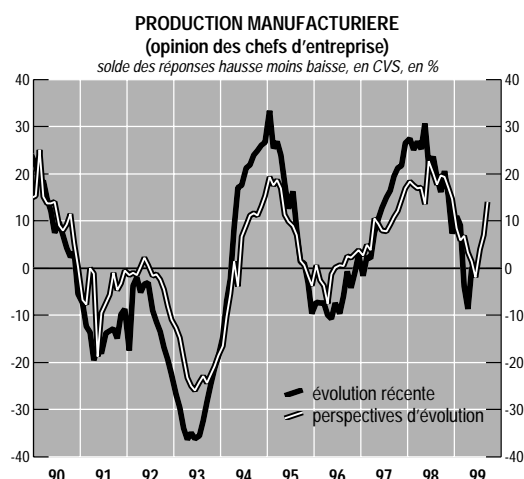
*Un environnement international plus favorable, entraînant un retournement de la demande des entreprises, devrait permettre un redémarrage progressif dans l'industrie. La construction resterait très dynamique.*

## Redémarrage progressif de l'activité industrielle

L'activité devrait progressivement s'améliorer au cours de cette année, après avoir fortement ralenti à l'hiver. Au second semestre, la production manufacturière croîtrait à un rythme annualisé d'environ 2,5% après 1,5% au premier. Au total, l'année 1999 s'inscrirait en net ralentissement par rapport à 1998 : le taux d'évolution avoisinerait 2% cette année après 5,3% en 1998.

Entamé à la mi-1998, le ralentissement industriel est net à l'hiver<sup>(1)</sup> : la production augmente au rythme annualisé de 1,8% après 3,4%. La consommation a été le principal moteur de la croissance, contribuant pour 1,2 point à l'augmentation de la production manufacturière. Les exportations ont reculé. La dégradation de la demande extérieure s'est répercutée sur l'investissement productif des entreprises et leur comportement de stockage. En milieu d'année, la plus grande vigueur des exportations dans un contexte international à nouveau favorable et la reprise graduelle de l'investissement productif, grâce à de meilleures perspectives de demande, devraient se traduire par une légère accélération de l'activité. Dans ce contexte, alors que les perspectives de prix

(1) Le ralentissement industriel a été marqué aux quatrième trimestre de 1998 et premier trimestre de 1999. Dans la suite de l'analyse de l'industrie, les taux de croissance indiqués correspondent à la moyenne semestrielle annualisée de ces deux trimestres comparée à celle des deuxième et troisième trimestres de 1998.



semblent s'améliorer, les stocks pourraient de nouveau contribuer positivement à la croissance de l'activité.

La croissance de la production dans la branche des biens d'équipement professionnel a atteint 3,8% en rythme annualisé à l'hiver (après 5,6%). Quoiqu'en ralentissement, la production a été plus dynamique que la demande. Les exportations se sont nettement repliées et l'investissement productif des entreprises a manqué de vigueur (si l'on excepte les achats d'aéronefs dans le secteur des transports). Cette mauvaise anticipation de la demande s'est traduite par un ample mouvement de stockage (la contribution de la variation des stocks s'est établie à 2,4 point). En milieu d'année, le dégonflement de ces stocks involontaires devrait temporairement peser sur la croissance. Toutefois, les récentes enquêtes de conjoncture auprès des entrepreneurs suggèrent que l'activité devrait réaccélérer au deuxième semestre, en particulier grâce à la reprise des exportations.

La croissance dans les biens de consommation a nettement fléchi à l'hiver (-0,6% après +3% en rythme annualisé). Les exportations, en particulier en direction de la zone euro, ont reculé alors que la consommation des ménages a ralenti (+1,4% après +3,8% en rythme annualisé) et, par-dessus tout, une grande partie de la demande a été satisfaite en puisant sur les stocks. Au second semestre, l'activité pourrait accélérer. D'une part, la demande intérieure resterait

assez vive. D'autre part, les exportations devraient regagner en dynamisme, stimulées notamment par un affermissement de la consommation au sein de la zone euro.

Dans la branche des biens intermédiaires, le rythme d'évolution a encore fléchi (-1% après -0,2% en rythme annualisé). Les biens intermédiaires sont pénalisés par le ralentissement industriel qui a affecté l'ensemble de la zone euro. De plus, les prix de production sont restés très déprimés et ont renforcé le mouvement de déstockage. Au second semestre, la production devrait redémarrer grâce une reprise industrielle progressive dans la zone euro. En outre, les stocks ne devraient plus peser sur l'activité, en raison de la reprise de la demande et du redressement des prix de production que les enquêtes de conjoncture semblent indiquer.

Après une année 1998 marquée par un dynamisme exceptionnel, l'activité de la branche de l'automobile a décéléré en début d'année : les immatriculations de poids lourds et de véhicules utilitaires sont restées soutenues au premier semestre (respectivement +12% et 5,6% d'acquis en avril), mais les achats de véhicules particuliers sont restés stables sur la même période. L'activité a aussi été touchée par un ralentissement marqué des exportations. A partir de l'été, celles-ci devraient accélérer de nouveau, si l'on en juge par l'évolution favorable en mai de l'opinion sur les carnets étrangers des entrepreneurs de cette branche. Sur l'ensemble de l'année cependant, le rythme de croissance en moyenne annuelle devrait apparaître en net recul par rapport à l'année passée.

### Activité plus modérée dans les services

L'activité dans les services marchands non financiers a ralenti en début d'année (+0,2% en glissement trimestriel au premier trimestre), alors qu'elle avait été très animée tout au long de l'année dernière, progressant de 3,9% en moyenne annuelle. Mais, selon l'enquête de conjoncture menée en avril, un rebond est probablement intervenu dès le deuxième trimestre. Au second semestre, la progression de l'activité serait assurée par le redressement industriel

et la consommation des ménages toujours ferme. Au total, son évolution annuelle en 1999 pourrait s'inscrire autour de 2,5%.

Dans les services aux entreprises, la production a pratiquement stagné au premier trimestre. Elle a fortement pâti, avec un léger retard, de la dégradation de l'activité dans l'industrie à la fin de l'an passé. Il est probable que, bénéficiant de l'arrêt de la détérioration du climat conjoncturel, l'activité de l'ensemble du secteur ait un peu réaccélééré au printemps. Elle devrait poursuivre son redressement dans les prochains mois, en phase avec l'activité industrielle. Les services de conseil et assistance devraient continuer d'être portés par les adaptations nécessaires à l'approche de l'an 2000.

Dans les services aux particuliers, l'activité a ralenti au cours des premiers mois de 1999. Le secteur des hôtels cafés et restaurants a été particulièrement affecté par une faible demande des ménages. Les perspectives des entrepreneurs pour les mois à venir restent assez peu favorables.

### Le transport de voyageurs plus dynamique que le transport de marchandises

A l'image de l'activité industrielle, l'activité des transports de marchandises a été peu vigoureuse en début d'année. En revanche, les transports de voyageurs ont connu une reprise dès le début de l'année. Au second semestre, les deux segments devraient connaître une progression mesurée.

Les transports ferroviaires de marchandises n'ont pas redémarré au premier trimestre, après avoir fortement reculé en fin d'année. Les transports routiers de marchandises, après un net ralentissement à la fin de 1998, sont restés peu dynamiques au premier trimestre. Les transporteurs routiers interrogés en avril indiquaient une mauvaise tenue de leur activité aussi bien pour le fret national que le fret international. Ils restaient pessimistes sur son évolution de court terme. Au total, le rebond de l'activité industrielle bénéficierait donc avec un certain retard à l'activité des transports.

## PRODUCTION MARCHANDE PAR BRANCHE

(évolution en %)

	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1997		1998		1999		1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
Agro-alimentaire	0,4	1,1	0,8	0,1	0,5	0,8	1,5	0,9	1,1	1,6	1,5	0,9
Énergie	-1,2	0,7	2,1	-0,2	-0,7	1,1	-0,5	3,2	-0,7	-0,8	2,3	-0,2
Construction	-1,5	0,0	0,5	1,6	3,2	2,5	-0,7	2,6	5,6	-2,3	1,3	5,3
Produits manufacturés	3,4	4,2	2,7	0,8	0,9	1,2	8,2	3,2	1,9	6,3	5,3	1,9
Commerce - Transports	3,0	2,9	2,0	1,6	0,8	1,4	6,9	2,8	2,4	5,0	4,3	2,3
Services marchands y.c. financiers	0,4	1,3	1,8	1,6	1,0	1,2	2,3	3,4	1,9	1,5	3,3	2,5

■ Prévission

Le trafic voyageur de la SNCF, après avoir marqué le pas en fin d'année, s'est un peu redressé au premier trimestre. Cette progression est sensible pour le trafic T.G.V., toujours très dynamique. Le trafic aérien de voyageurs est resté très bien orienté en début d'année.

### **Commerce de gros : toujours en phase avec l'industrie**

En tout début d'année, le commerce de gros a continué à souffrir du ralentissement dans l'industrie. Seules les ventes de biens de consommation non alimentaires sont restées assez bien orientées, grâce à la solidité de la demande des ménages. Mais une amélioration de l'activité de l'ensemble des grossistes est survenue vers mars ou avril, en particulier pour les ventes de biens intermédiaires destinés à l'industrie. En revanche, les ventes à l'exportation sont demeurées globalement déprimées. Une poursuite de l'amélioration de l'activité est suggérée par la remontée des intentions de commandes et des perspectives générales des grossistes.

### **Le commerce de détail soutenu par la consommation**

Au premier trimestre de 1999, les ventes des détaillants ont été vigoureuses, surtout dans le commerce non spécialisé. Dans le commerce spécialisé, les achats d'articles de loisir et de vêtements ont ralenti par rapport à la fin de l'an dernier. Les perspectives des détaillants sont dans l'ensemble très bien orientées à l'enquête de mai. Leurs intentions de commandes, même si elles se tassent un peu, restent élevées et leurs prévisions relatives à l'emploi indiquent un net raffermissement.

### **Forte croissance dans la construction**

L'activité du secteur de la construction devrait être très dynamique en 1999. Après avoir encore accéléré en début d'année, elle poursuivrait sur un rythme à peine moindre au second semestre. Son taux de croissance moyen annuel devrait avoisiner 5,5% cette année. Ce dynamisme serait porté par la construction neuve. L'activité dans les travaux publics devrait progresser plus modérément.

L'activité dans le logement neuf devrait être particulièrement soutenue en 1999, après avoir fortement augmenté en 1998. Les mises en chantier de logements ont légèrement progressé au premier trimestre de 1999. À l'horizon de six mois, les perspectives sont toujours très favorables même si cette évolution est un peu en deçà de celle attendue au regard du bond des permis de construire en fin d'année dernière lié à la mesure Périssol. Pour être achevés dans les délais qui permettent de profiter des avantages de l'amortissement Périssol, beaucoup de ces logements autorisés devront être mis en chantier au plus tard à l'été. Les stocks de logements neufs disponibles sont

inférieurs à sept mois de vente malgré un mouvement de restockage en cours. Enfin, selon l'enquête auprès des promoteurs, la demande de logements à acheter n'a jamais été aussi haute. Au total, il faut s'attendre à une hausse sensible de l'investissement des ménages en logements neufs cette année, après une quasi-stabilité en 1998. Les ventes observées au premier trimestre témoignent de ce dynamisme.

Les mises en chantier de bâtiments non résidentiels ont un peu diminué au premier trimestre de 1999 (-2%), mais après avoir vivement progressé en 1998 : en moyenne annuelle glissante, le taux d'évolution reste supérieur à 10% au premier trimestre. Les constructions de locaux industriels, de bâtiments commerciaux et, au-delà d'un profil plus heurté, de bureaux, ont crû de manière très vive depuis un an, sans être semble-t-il affectées par le ralentissement de l'activité et de l'investissement productif. Ce dynamisme devrait se poursuivre dans les prochains mois : les perspectives des entrepreneurs du bâtiment ont atteint un très haut niveau en mai pour ce segment d'activité et le glissement annuel du nombre de permis de construire dépasse toujours 15% au premier trimestre de 1999.

L'entretien-amélioration continuerait de bénéficier d'une activité soutenue en 1999. Au premier trimestre, le volume des carnets de commandes s'inscrit en hausse de 2,5% en glissement annuel. À l'enquête de mai, les entrepreneurs envisageaient une nette progression dans les prochains mois. Ce secteur a bénéficié, depuis octobre 1998, de réductions d'impôts supplémentaires pour les gros travaux d'entretien des particuliers.

La vigueur de l'investissement des collectivités locales explique, pour une grande part, l'accélération assez nette de l'activité dans les travaux publics à la fin de l'année dernière. Le léger repli de l'activité au premier trimestre de 1999 pourrait n'être que transitoire puisqu'il est partiellement attribuable aux intempéries. Sur l'ensemble de l'année, les collectivités locales devraient continuer à soutenir l'activité des travaux publics qui bénéficieraient aussi de la commande privée, liée aux constructions de bâtiments.

### **Repli en début d'année dans l'énergie**

La production énergétique a baissé de 2,2% au premier trimestre de cette année. Cette baisse concerne essentiellement les produits raffinés, dont la demande industrielle s'est réduite. La production d'électricité s'est repliée plus légèrement. Après avoir diminué du fait d'indisponibilités non programmées de centrales nucléaires, la production d'électricité nucléaire devrait augmenter de nouveau cette année au détriment du thermique. Ceci se traduirait par une baisse du prix de revient de l'électricité et favoriserait les exportations, qui ont chuté au premier trimestre.

## Production agricole stable

La production de céréales pourrait reculer en 1999, comme le laisse présager la diminution des surfaces ensemencées (autour de -4%). Les surfaces en jachère progressent considérablement en raison principalement du doublement du taux de gel porté à 10%. La baisse de la récolte céréalière trouverait notamment son origine dans celle du maïs. La production de blé serait, en revanche, orientée à la hausse. Un début d'année clément a permis une implantation correcte des cultures de printemps. Les précipitations importantes en avril font cependant peser de l'incertitude sur la réalisation des semis des cultures d'été. Les surfaces ensemencées de tournesol diminueraient pour la cinquième année consécutive alors que celles de colza seraient en hausse sensible ; celles des protéagineux seraient, pour leur part, en net repli.

La collecte de lait est en léger repli sur l'ensemble de la campagne 1998-1999 par rapport à celle de 1997-1998.

Sur les marchés de la viande, les crises successives ne laissent pas attendre d'amélioration à court terme. Des facteurs spécifiques à chaque marché accentuent encore cette tendance. Une nouvelle diminution de la production bovine est attendue en France cette année, ainsi qu'en Allemagne. Celle-ci serait plus modérée qu'en 1998. Au sein de l'Union européenne, la production de viande bovine se stabiliserait, après une année de baisse qui correspond au creux cyclique de la production de gros bovins. Les cours devraient connaître une reprise modérée à partir du second semestre, mais resteraient en deçà des niveaux atteints en 1998. La production de viande porcine, après avoir atteint un niveau très élevé l'an dernier, diminuerait cette année dans la plupart des pays européens. Le marché de la viande ovine serait également orienté à la baisse. Le marché de la volaille continuerait d'être mal orienté dans un contexte de hausse modérée de la consommation et de débouchés à l'exportation amoindris du fait des effets de la crise russe et de la dévaluation du réal brésilien. Il sera sans doute affecté par la crise des "poulets contaminés à la dioxine". Certains pays, dont la France, ont pris d'ores et déjà des décisions d'embargo sur les poulets produits en Belgique. ■

# Résultats des entreprises

*En progression en début d'année 1998, les résultats des entreprises se sont dégradés à partir de l'été, avec le ralentissement de l'activité. Le redressement des cours du pétrole observé début 1999 limiterait encore la progression de la situation financière des entreprises. Par la suite, la reprise progressive de l'activité permettrait aux entreprises de retrouver des résultats en hausse alors même que l'emploi continuerait d'augmenter.*

## La remontée du coût des consommations intermédiaires...

Si le coût des consommations intermédiaires des entreprises non financières a fortement baissé en 1998 (-1,7% environ en glissement annuel en fin d'année), cette évolution tient beaucoup à la chute des cours des matières premières et à la baisse consécutive générale du prix des biens intermédiaires. La forte remontée du prix du pétrole et le recul de l'euro face aux autres monnaies a mis fin à cette désinflation importée. Le redressement du prix des biens intermédiaires et des produits énergétiques,

déjà engagé, conduirait ainsi à une reprise du coût des consommations intermédiaires. Il progresserait d'environ 1,5% en glissement annuel en 1999.

## ...entraînerait un redressement des prix de production.

Au second semestre de 1998 et au début de l'année 1999, l'infléchissement de la demande et la baisse des cours des matières premières s'étaient traduits par une chute des prix de vente, en particulier dans l'industrie. Ceux-ci avaient baissé de plus de 2% à la fin du premier trimestre de 1999 par rapport à l'année précédente. La reprise des coûts des matières premières s'est déjà traduite par l'arrêt de la baisse du prix des biens intermédiaires. Ce mouvement se généraliserait à l'ensemble de l'industrie manufacturière, comme en témoigne les anticipations des industriels interrogés dans les enquêtes de conjoncture. La hausse des prix serait cependant limitée par le caractère modéré et progressif de la reprise de l'activité. Le prix de production dans les branches manufacturières croîtrait à un rythme annuel légèrement supérieur à 0,5% au cours du second semestre de 1999.

## LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

(évolution en %)

	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1997		1998		1999		1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
Coût des consommations intermédiaires	-0,1	0,4	-0,4	-0,7	-0,5	1,0	0,6	-1,5	0,9	0,0	-0,6	-0,3
Coût salarial unitaire <sup>(1)</sup>	-3,1	-3,5	-1,1	0,2	0,1	-0,4	-6,5	-0,4	-0,3	-5,6	-2,7	0,0
- Rémunération par tête	0,9	0,9	1,4	0,7	1,1	1,2	2,1	2,1	2,2	1,8	2,2	2,0
- Productivité <sup>(2)</sup>	4,1	4,6	2,5	0,6	1,0	1,6	9,2	2,5	2,6	7,8	5,1	2,1
Coût unitaire total	-1,0	-0,6	-0,6	-0,5	-0,4	0,7	-1,3	-1,2	0,5	-1,6	-1,2	-0,3
Prix de production	0,0	0,1	-0,5	-0,9	-1,0	0,3	0,1	-1,7	-0,2	-0,2	-0,9	-1,3

■ Préviation

(1) Hors prélèvements obligatoires.

(2) Production par tête.

C'est dans le secteur de l'énergie que la hausse des prix devrait être la plus forte, en raison de l'impact direct de la forte remontée des cours des produits pétroliers. Après avoir diminué de plus de 10% en glissement annuel au cours de l'année 1998, le prix de production de l'énergie remonterait d'autant au cours de l'année 1999.

Les prix des services non financiers, même s'ils avaient légèrement ralenti, avaient été moins concernés par la baisse des prix. En 1999, ils continueraient de croître à un rythme annuel de l'ordre de 1,5% en raison de la modération salariale.

Seuls les prix agricoles pourraient continuer à baisser. Ce secteur est notamment marqué par la baisse encore importante du prix des céréales.

### **Les résultats des entreprises se stabilisent**

Les effets liés à la baisse des prix ont été nettement amplifiés par le ralentissement de l'activité depuis la mi-1998. La progression de l'emploi dans l'ensem-

ble de l'économie s'étant maintenue, le partage de la valeur ajoutée est devenu plus favorable aux revenus du travail. Le taux de marge a ainsi baissé de plus d'un demi-point en début d'année par rapport au niveau à peu près constant qu'il avait conservé depuis 1997.

La reprise progressive de l'activité permettrait aux entreprises de retrouver des gains de productivité un peu plus importants (de l'ordre de 1,5% en rythme annualisé). Les salaires réels n'accéléraient pas, le taux de marge des sociétés non financières se stabiliserait un peu en-dessous de 40%.

Ainsi, après avoir diminué nettement au second semestre de 1998, l'excédent brut d'exploitation des entreprises non financières se stabiliserait au premier semestre de 1999 et augmenterait à un rythme annuel de l'ordre de 2,5% au second semestre de 1999. ■